

le prolétaire

bimensuel

parti communiste international (programme communiste)

Ce qui distingue notre Parti : La revendication de la ligne qui va du « Manifeste communiste » à la révolution d'Octobre et à la fondation de l'Internationale communiste ; la lutte contre la dégénérescence de Moscou, le refus des Fronts populaires et des blocs de la Résistance ; la tâche difficile de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaire, en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et parlementariste.

Correspondance :
20, rue Jean-Bouton - 75012 Paris
B.P. 266 - 13211 Marseille Cédex 1
Versements :
Chèque bancaire ou
C.C.P. 2.202-22 Marseille

Abonnements :
1 an : 20 F (200 FB)
6 mois : 10 F (100 FB)
pli fermé : 34 F et 18 F
« programme communiste »
1 an : 24 F (200 FB)

13^e ANNEE — N° 199
LE NUMERO : 1 FF
10 FB - 1 FS
du 28 juin au 11 juil. 75

TERRORISME ET « ACTIONS DÉMONSTRATIVES »

Tartufferie du pacifisme

Que la bourgeoisie profite de sa puissance sociale pour endormir les prolétaires avec le mensonge libéral selon lequel la démocratie excluerait la violence, c'est, somme toute, la loi de la guerre.

La bourgeoisie révolutionnaire pouvait sincèrement s'imaginer qu'en envoyant les aristocrates faire un tour chez la veuve, elle accomplissait un acte de « violence sacrée » qui trouvait sa justification dans la libération de la souveraineté et de la volonté populaires, et que, ce faisant, elle soulageait définitivement l'humanité du fléau de la violence.

Mais son rêve fut de courte durée, et elle s'aperçut bien vite que la violence qu'elle centralisait au moyen de l'appareil d'Etat, elle devait encore l'utiliser pour contenir les antagonismes de classes que cachait en réalité l'idée de « peuple », et elle n'hésita pas à utiliser la consultation démocratique pour mettre un simple paravent théorique à la violence prosaïquement capitaliste de plus en plus dirigée contre le prolétariat.

Il est en fin de compte tout à fait compréhensible que, à l'heure où ses jours sont comptés par l'histoire — qui fait hélas, terriblement traîner les choses en longueur —, à l'heure où elle accumule dans son appareil d'Etat démesurément accru et entièrement tendu dans un but de conservation sociale, un potentiel de violence inouï, prêt à se déchaîner sur la moindre réaction qui ferait fi de l'illusion démocratique, la bourgeoisie aille en même temps jusqu'à nier en théorie le rôle de la violence dans l'histoire (surtout la violence extra-étatique), et à considérer l'utilisation révolutionnaire qu'elle en a fait comme un péché de jeunesse.

Ce qui est beaucoup plus grave pour la lutte de la classe exploitée, c'est que les chefs du mouvement ouvrier se fassent les véhicules de telles fables réactionnaires. Au début de ce siècle, l'abandon de la nécessité de la violence pour l'émancipation prolétarienne et l'adoption de la thèse désormais célèbre du passage pacifique au socialisme, resuscitée de la vieille chanson de Louis Blanc et de la démocratie petite bourgeoise, furent les bannières sous lesquelles s'accomplit la première dégénérescence opportuniste.

Mais l'existence d'un fort mouvement prolétarien et de courants de gauche authentiquement révolutionnaires permit au socialisme de se ressaisir pour donner, après la capitulation de la II^e Internationale, la révolution russe et la naissance de l'Internationale de Lénine pour qui « la nécessité d'inculquer systématiquement aux masses cette idée — et précisément celle-là — de la révolution violente est à la base de la doctrine de Marx et d'Engels » (L'Etat et la Révolution).

La contre-révolution stalinienne, hypocritement présentée par tout l'éventail politique actuel comme une conséquence de l'excès de violence, de terreur, et donc de centralisation, a fait de tels ravages que les partis officiels, après être passés par une phase d'exaltation de la violence

non pas de classe mais patriotique, non seulement défendent aujourd'hui la thèse éculée et constamment démentie par l'histoire des voies pacifiques au socialisme, mais en sont arrivés dialectiquement à la sanctification de la violence étatique et à la condamnation de principe de toute riposte prolétarienne à la violence bourgeoise. Dans la vision servile de l'opportunisme, il se peut bien que l'Etat fasse un usage « injuste » de la violence contre les ouvriers, mais la conclusion qu'il en tire, c'est qu'il faut se préparer à contrecarrer l'influence malfaisante des monopoles sur l'Etat (par des voies exclusivement parlementaires, s'entend). Et surtout, en attendant, que les prolétaires ne bougent pas le petit doigt car c'est ainsi qu'ils pourront éviter que la tendance à la répression ne s'accroisse, que l'Etat ne cède aux appels antiprolétaires et ne rende la tâche des titans parlementaires plus ardue encore ! C'est pourquoi toute violence de la part du prolétariat pour résister ne serait-ce qu'à la police, qui réprime pourtant le plus démocratiquement du monde les ouvriers, est présentée comme est une « provocation », nécessairement ourdie par la réaction.

Il n'est pas surprenant dans ces conditions que les attentats contre Bergeron et le journaliste Cabanes aient été taxés sans aucune discussion de « provocations anti-ouvrières » à caractère « fasciste », tandis que le ministre arrivait « par analyse politique » à la conclusion que la même « provocation » était de caractère « gauchiste ». Comme on le sait, « les extrêmes se touchent » !

Ce qui peut paraître surprenant, c'est que tous les partis qui se prétendent d'extrême-gauche, et qui se sont félicités en d'autres temps de l'« ascension » de Carrero Blanco (mais c'était à l'étranger !...) se sont faits sans hésiter une seconde les défenseurs de la thèse de la « provocation », en se fondant sur le fait que les conséquences des attentats « profitaient » au gouvernement et à la bourgeoisie.

Il est très possible en effet qu'il s'agisse d'une provocation policière ou d'extrême-droite et nous ne nous perdrons pas en conjectures sur l'origine de ces attentats. Plus importante nous semble être la discussion de l'argument utilisé par la gauche et l'extrême-gauche unanimes. En effet des marxistes sérieux ne peuvent se contenter de juger les

DANS CE NUMERO

- Lénine et le mot d'ordre du « contrôle ouvrier » (2).
- C'est l'impérialisme qui engendre la famine... et s'en nourrit !
- Solidarité de classe entre prolétaires actifs et chômeurs.
- Efficacité, efficacité !

faits sur leurs conséquences en ignorant complètement les causes qui les produisent. Seuls des philistins peuvent ignorer le fait que l'immense haine accumulée contre la bourgeoisie et ses laquais doit inévitablement susciter des actes de vengeance. Seuls de misérables pédants peuvent exclure que la violence dont est victime quotidiennement la classe ouvrière provoque des réactions qui n'ont aucune raison d'attendre sagement d'être encadrées par de puissantes organisations de classe pour se manifester avec violence.

Quand on dit que toutes les réactions sociales contre la bourgeoisie — terrorisme compris —

(suite page 4)

Pour une véritable défense ouvrière contre la violence bourgeoise !

Les luttes sociales récentes, parmi lesquelles la grève des ouvriers de Chausson est une des plus caractéristiques, sont riches d'enseignements pour les prolétaires.

Elles montrent bien la stratégie patronale qui peut d'un côté compter de plus en plus sur le « sens des responsabilités » de la CGT et de la CFDT (pour ne pas parler de FO ou du syndicat « maison » CFT), mais de l'autre n'a aucun scrupule à faire intervenir massivement les corps de répression de l'Etat ou des bandes de mercenaires spécialement préparés et organisés, lorsque le syndicalisme officiel ne parvient pas à maintenir l'agitation sociale dans les « limites raisonnables » de l'intérêt de l'entreprise et de l'économie nationale.

Comme le dit la très officielle Humanité du 12-6-75, dans la seule région parisienne, on ne recense pas moins de 84 « sociétés de gardiennage » qui emploient entre 15.000 et 20.000 personnes, sans compter une centaine de bureaux de détectives privés.

Il n'y a rien de plus précieux pour le patronat que cette possibilité de pouvoir utiliser non seulement les forces militaires pour terroriser et affronter les travailleurs, mais encore et surtout des organisations qui enseignent aux exploités une morale et une résignation toutes chrétiennes, et qui sont capables de canaliser vers le pacifisme et le défaitisme les réactions des opprimés à la domination bourgeoise : ce que le PCF par exemple oppose au terrorisme bourgeois, c'est... « la conscience professionnelle des ouvriers » (voir L'Humanité du 13/6) ! C'est là que réside le fin du fin de la civilisation et de l'expérience bourgeoises, dans cet art consommé de combiner le manquement du bâton, dont la simple vue suffit en temps « normal » à paralyser toute velléité de révolte chez les masses exploitées, et celui de la gamme des mesures mensongères avec lesquelles on tente de faire croire à ces mêmes masses qu'elles peuvent, en dehors de toute lutte sur le terrain de la force, améliorer graduellement leur sort, et à la limite, s'émanciper de l'exploitation capitaliste.

Tout l'arsenal d'expédients réformistes, dont l'Etat est le chef d'orchestre, est constitué par toutes les structures de la démocratie parlementaire et par toutes les chaînes dorées qui relient de mille manières les organisations syndicales à l'entreprise, aux partis bourgeois et « ouvriers » opportunistes, aux antichambres des ministères, aux diverses instances paritaires, aux conseils et comités à voir délibérative ou consultative, à l'administration de l'Etat. Et il ne faudrait pas oublier bien sûr le rôle joué par le matraquage quotidien de l'école, de la radio, de l'Eglise et de la presse pour ancrer chez les prolétaires ce principe sacrosaint du pacifisme.

Plus se développe le capitalisme, et avec lui les antagonismes potentiels, plus la bourgeoisie tente de multiplier ses lignes de

(suite page 3)

Points de référence pour un antimilitarisme de classe

La nécessité de la propagande et de l'action antimilitaristes ne peut être un objet de discussion pour des communistes car la nécessité de l'insurrection violente, de la destruction de l'Etat bourgeois et de son pilier principal, l'armée bourgeoise, la nécessité de la dictature prolétarienne s'appuyant sur l'Armée Rouge ne se discutent pas. Et comme une des conditions primordiales de la victoire révolutionnaire est un parti préparé à ses tâches et ayant éduqué et préparé les masses dans ce sens, et que ceci suppose non seulement une doctrine sûre, mais également une intervention dans les luttes immédiates qui permettent de gagner les meilleurs éléments à la lutte révolutionnaire et de conquérir une influence sur les masses, c'est une obligation pour le parti de participer à la lutte de défense des soldats comme en général à toute lutte ouvrière, même si la révolution est éloignée et si les possibilités d'acquiescer une influence, même petite, sont extrêmement limitées.

Mais l'antimilitarisme n'est pas seulement une exigence directement révolutionnaire : en effet, sans avoir d'idée arrêtée sur les principes de la lutte révolutionnaire, et donc quelle que soit son appartenance politique, tout prolétaire désireux de lutter pour les intérêts communs à l'ensemble de la classe devrait admettre les principes d'un antimilitarisme de classe, qui découle des nécessités même de la lutte de défense des prolétaires.

C'est tout d'abord un devoir pour tous les prolétaires de combattre l'exploitation et l'oppression qui frappe une catégorie particulière de prolétaires, placés dans des

conditions de concurrence aggravées par leur isolement, la discipline militaire et le dressage imbecile qui terrorisent les hommes ; et il est clair que ce combat, comme toute lutte prolétarienne, ne peut être efficace sans l'appel, non pas à la charité publique ou à l'Etat, mais à la solidarité de tous les ouvriers et le recours à l'utilisation de leur force de classe.

Cette lutte contre l'exploitation et l'oppression particulières qui frappe une partie de la jeunesse prolétarienne est une condition pour surmonter la division que la bourgeoisie entretient entre les catégories et plus particulièrement entre

les prolétaires sous l'uniforme et leurs frères des usines et des campagnes, une division qui est entretenue non seulement par la propagande de la hiérarchie militaire qui fait tout pour faire perdre au soldat « le goût de toute pensée vivante, de tout sentiment humain, pour lui inculquer le réflexe de l'obéissance aveugle, de la haine brutale et irréflective pour tout ennemi « extérieur » et « intérieur » [...] » (Lénine), mais qui est rendue possible par l'isolement et la concurrence accrues par le despotisme hiérarchique. La lutte contre

(suite page 4)

Pour une véritable défense ouvrière

(suite de la page 1)

défense à tous les niveaux de la vie économique, sociale et politique. Mais, au fond, c'est toujours la violence grandissante que tous les remèdes réformistes viennent tenter de masquer. C'est pourquoi, lorsque leur effet soporifique n'est plus suffisant pour tenir en sommeil les exploités, cette violence jusqu'ici au repos se met en acte, venant brutalement rappeler — et souvent trop tard si l'on n'y est dûment préparé — que tout l'échafaudage social repose sur la force.

C'est une raison suffisante pour que les communistes, et avec eux tous ceux qui désirent lutter sincèrement contre le capitalisme, affirment le principe d'une véritable défense ouvrière contre les violences bourgeoises, même si sa mise en pratique est liée à la renaissance d'organisations de classe.

Voici comment le IIe congrès de l'Internationale Syndicale Rouge, en 1922, et donc dans une toute autre situation bien évidemment, abordait ce problème crucial :

« Le premier Congrès International des Syndicats révolutionnaires a eu raison, mille fois raison, lorsqu'envisageant le changement des conditions de la lutte sociale, il a dit dans la résolution que « l'organisation d'unités spéciales de grévistes, de détachements spéciaux de self-défense » est une question de vie ou de mort pour la classe ouvrière.

« Les détachements grévistes de combat que les organisations syndicales doivent créer pour se défendre contre toute espèce d'attaque des gardes blanches et de briseurs de grève ont une série de tâches pratiques et concrètes pendant les conflits sociaux. Poster des sentinelles, des piquets, comme cela se pratique dans nombre de pays pour faire de la propagande et de l'agitation parmi les briseurs de grève, ne suffit pas ; ces tâches doivent être complétées ; ces détachements grévistes ne doivent pas permettre l'arrivée des matières premières dans les entreprises pendant la grève ni des produits ouverts, ni l'exportation des produits déjà fabriqués. Les patrons cherchent à déclencher l'offensive contre les ouvriers lorsqu'ils ont une réserve déterminée de produits manufacturés et lorsqu'ils peuvent s'assurer de la fabrication de ces produits dans d'autres entreprises. Sous ce rapport, une unité complète existe dans le patronat. Les patrons estiment qu'il est de leur devoir de classe de s'entraider dans la lutte, et très souvent ils font échouer ainsi les grèves ouvrières. [...]

« Evidemment aucune loi ne prévoit l'organisation des détachements grévistes de combat, et il n'est pas douteux que l'arrêt de la livraison des commandes rencontrera une résistance acharnée de tout l'appareil de l'Etat bourgeois. Mais si la classe ouvrière ne tient compte dans sa lutte que de ce qui est permis, elle ne sortira jamais de l'état de servage, car on n'a jamais accordé aux ouvriers que ce qu'ils ont conquis dans des batailles souvent rudes et sanglantes. C'est pourquoi il convient d'aborder ces nouvelles formes de lutte du point de vue réaliste. Naturellement, une telle méthode comporte de grandes difficultés, elle peut servir de prétexte à des provocations ; les gardes blanches et les briseurs de grèves peuvent, sur ce terrain, attirer les ouvriers dans un piège ; l'appareil de l'Etat bourgeois peut être dirigé contre les ouvriers qui osent porter atteinte aux intérêts sacrés de la propriété privée. Mais il n'existe aucun moyen de lutte qui ne risque d'être exploité par nos ennemis. Qui craint ce risque doit adopter le point de vue des réformistes et rester les bras croisés, et alors évidemment le danger sera moins grand. Même si l'on se place au point de vue des réformistes de ne recourir à aucune action illégale, si l'on reste exclusivement dans le cadre de la loi, la classe ouvrière n'est point davantage garantie contre les actions illégales du patronat et de l'Etat bourgeois.

« Il suffit d'examiner la situation dans l'Amérique « démocratique » pour se rendre compte que les réactionnaires ne sont pas de vains paroleurs, mais des hommes d'action ; ils ne s'arrêtent devant aucune mesure de violence, s'ils estiment que celle-ci leur est avantageuse à quelque degré que ce soit. La lutte sociale de la dernière année, en Amérique, comporte des

faits révoltants de violence à l'égard des ouvriers révolutionnaires. Les dirigeants des grèves sont assassinés en pleine rue. On les enduit de goudron pour être brûlés vifs. On les conduit nus dans les forêts à des centaines de kilomètres et on les y fouette, et tout cela par les organisations patronales avec l'appui des pouvoirs fédéraux. Les juristes bourgeois ne disent pas, évidemment, que ces exactions sont prévues par la loi, mais chaque fois que de pareilles affaires sont révélées, les coupables, on ne sait pourquoi, sont toujours les ouvriers et non les tortionnaires. C'est à croire que les ouvriers aiment à être enduits de goudron et brûlés vifs. C'est ainsi que la justice bourgeoise réagit chaque fois qu'il lui advient d'examiner des questions où les intérêts des ouvriers s'opposent à ceux des patrons. Seuls l'avachissement des âmes réformistes et le ramollissement cérébral peuvent expliquer la théorie de la légalité à tout prix telle qu'elle est prêchée par les organes directeurs du mouvement syndical contemporain.

« Les ouvriers révolutionnaires doivent mépriser la peur érigée en principe et doivent suivre leur chemin en luttant contre la bourgeoisie par tous les moyens à leur disposition [...] ».

(Le programme de l'Internationale Syndicale Rouge)

L'agression criminelle contre un groupe de grévistes des « Câbles de Lyon » est venu brutalement rappeler la justesse de la position communiste. Hélas, encore une fois, l'opportunisme est parvenu à canaliser les réactions prolétariennes dans une grande manifestation pacifique, où nos militants sont intervenus à Paris, en distribuant un tract.

Solidarité de classe entre prolétaires actifs et chômeurs !

Le tract suivant a été distribué par nos camarades de la région de Naples.

Camarades, ouvriers, prolétaires actifs et chômeurs de la région de Naples !

En ce moment nous pouvons tous toucher du doigt les fruits amers de trente années de miracle économique : travail à temps partiel, licenciements, chômage croissant, misère accrue pour de larges couches de la population non seulement de Naples mais de la Campanie et de tout le Midi de l'Italie. Dans cette jam, dans cette misère la bourgeoisie a puisé à pleines mains quand elle en a eu besoin, et elle nous y rejette sans hésitation quand son économie est en crise. Nous ne sommes qu'une armée de main-d'œuvre de réserve à la disposition du capital privé et public, national et étranger.

Les dirigeants syndicaux de la CGIL, de la CISL et de l'UIL nous ont toujours fait travailler et fait faire grève non pas pour nos véritables intérêts mais pour des « plans de réforme » de l'économie nationale, d'abord pour la reconstruire, aujourd'hui pour la faire sortir de la crise. Le seul résultat, c'est le chômage que nous connaissons. Si aujourd'hui ils nous appellent à faire grève « pour le travail et pour l'emploi », c'est uniquement parce que le chômage a dépassé le niveau « normal » et qu'ils craignent les effets explosifs de la colère du prolétariat. Eux qui ont introduit les grèves tournantes et la fragmentation dans les luttes et la division entre les travailleurs, ils essaient aujourd'hui de faire passer, au moyen de simples manifestations à l'intérieur ou à l'extérieur de l'usine, les intérêts électoraux de boutique des partis politiques qui contrôlent les syndicats avant les exigences de la défense de nos conditions de vie.

Prolétaires !

Les communistes révolutionnaires savent qu'il n'y a pas de réformes ni d'autres recettes toutes prêtes pour éliminer le chômage. A l'intérieur et hors des syndicats, travaillons pour une solidarité de classe active entre les ouvriers occupés et leurs frères sans

C'est l'impérialisme qui engendre la famine... et s'en nourrit !

Outre que 500 millions de personnes ne mangent jamais à leur faim et que plus de la moitié de l'humanité est chroniquement sous-alimentée, des millions d'hommes vont encore mourir de faim en 1975. La cause immédiate de cette situation atroce est une baisse importante de la production céréalière mondiale : « L'année 1972 a marqué, sur le plan alimentaire, un changement capital de tendance. Pour la première fois depuis les années 40, la production céréalière (blé, maïs, sorgho, orge, seigle, avoine, riz) a diminué, brutalement, de 33 millions de tonnes. Or la production céréalière mondiale, qui est de l'ordre de 1.200 millions de tonnes à l'heure actuelle, devrait croître de 25 millions de tonnes par an pour satisfaire l'augmentation de la demande mondiale. » (Le Monde 30-10-74.)

Mais cette baisse, avec son cortège de souffrances, est-elle vraiment due à des calamités naturelles (sécheresse, etc.), aux insuffisances scientifiques et techniques, ou encore à une surpopulation du globe par rapport à ses ressources alimentaires ? C'est là ce qu'affirment les politiciens bourgeois et tous les « experts », experts surtout dans l'art de servir le maître qui les nourrit. Car en réalité il s'agit d'un fléau social, directement lié au développement du système capitaliste à l'échelle mondiale. D'une façon générale, si depuis des dizaines d'années la production céréalière mondiale connaît un développement insuffisant, c'est, d'une part, parce que le mode de production capitaliste est de moins en moins capable de « développer la technique et la combinaison du processus de la production sociale » sans « ruiner en même temps les principales sources de toute richesse », sources dont la terre est la première. C'est d'autre part parce que le capital fuit toujours plus l'agriculture, dont les cycles de rotation sont trop lents et le rendement monétaire trop modeste pour qu'il puisse « l'exploiter » comme il exploite l'industrie. Si on assiste, en particulier, depuis 1972, à une baisse de la production céréalière mondiale, c'est parce qu'elle n'est pas déterminée par les besoins de l'humanité, mais soumise à la logique (!) de l'économie de marché ; parce que la course au profit impose aux grands pays producteurs (essentiellement les U.S.A.) ce qu'on appelle pudiquement un « programme d'aménagement de l'offre », c'est-à-dire une réduction de la production permettant de maintenir le

prix des produits céréalières à un cours élevé. Il est même plus intéressant, c'est-à-dire plus rentable, de subventionner la diminution des surfaces ensemencées et donc de la production, que de financer (comme on le fait d'ailleurs) d'importants stocks de céréales, et, aux U.S.A., l'Etat a lancé depuis près de dix ans un tel programme de subventions. Que périssent les hommes, pourvu que les cours se maintiennent !

D'ailleurs, dans l'abstrait, on ne peut pas dire que la production céréalière mondiale, même ainsi diminuée, soit insuffisante pour nourrir tous les hommes, puisqu'une énorme partie est mangée par le bétail, avec un « rendement » très faible : « Les 374 millions de tonnes de graines utilisées en 1971 pour l'engraissement du bétail, de la volaille, ainsi que pour la production de lait, sont supérieures à la consommation humaine globale de céréales en Chine et en Inde réunies. Dans les pays en voie de développement chaque habitant a mangé en moyenne 190 kg de céréales en 1970, dont la quasi-totalité sans transformation. Dans des pays tels que le Canada et les Etats-Unis, la consommation annuelle de céréales se situe aux environs de la tonne par habitant, mais seulement 70 kg sont consommés directement. Le reste subit la « transformation animale », autrement dit sert préalablement à engraisser le bétail. Or il faut 7 grammes de protéines végétales pour faire 1 gramme de protéines animales. Le déséquilibre est énorme au regard des besoins du tiers-monde. » (Le Monde 30-10-74.)

La cause de ce « déséquilibre », c'est-à-dire du gaspillage de capacité nutritive, c'est évidemment, une fois de plus, la rentabilité. Si les pays du tiers monde n'achètent pas davantage de céréales, c'est parce qu'ils n'ont pas de quoi les payer ! Même les bourgeois doivent reconnaître que dans la hausse du prix des céréales « le mauvais temps de 1972 n'est pas seul en cause. L'inflation mondiale, l'instabilité monétaire, les spéculations se sont conjuguées pour perturber le marché mondial des denrées. Au cours de cette année, le prix des principales céréales a doublé, quadruplé dans le cas du blé. Ils ne se sont guère « détendus » après les bonnes récoltes de la campagne de 1973. Cette hausse a particulièrement frappé les pays les plus pauvres, qui consacrent l'essentiel de leurs ressources à l'achat d'aliments de base. L'amenuise-

ment des réserves des grands pays producteurs a provoqué une réduction des programmes d'aide. (...) A ces difficultés s'ajoutent, pour les pays sous-développés, la ruination et le renchérissement des engrais, les contrechocs de la crise de l'énergie. » (Le Monde 30-10-74.)

Ainsi, en se développant à l'échelle mondiale, le capitalisme accentue les différences, accumulant toujours plus de richesses à un pôle et de misère à l'autre. Mais même s'il tend à refouler la misère la plus brutale hors des frontières des puissances impérialistes, il n'y parvient pas, puisque aux Etats-Unis, au centre de la plus formidable accumulation de capital, au cœur de l'impérialisme qui domine le monde, il y a 20 millions d'affamés : « Une enquête a montré que dans certains groupes urbains 92 % des enfants souffrent d'anémie d'origine alimentaire ; que les goîtres, le rachitisme et plusieurs autres avitaminoses se présentent avec une haute incidence parmi les populations pauvres de tout le pays. On estime officiellement que 50 millions de personnes (soit 1/4 de la population des Etats-Unis) sont mal nourries et que 20 millions sont de vrais affamés qualitativement et quantitativement, ne disposant pas d'une alimentation suffisante et complète. » (Le Monde 17-18/1/74.)

Ici, famine dans la surproduction, la famine dans la sous-production, les deux étant étroitement liées. A la suite de Marx, Engels et Lénine, nous avons souvent rappelé que l'insuffisance de la production agricole des pays dits « sous-développés » n'est pas un fait « naturel », elle provient de la destruction des anciens rapports de production, c'est-à-dire du pillage pur et simple et de l'introduction de la propriété privée dans d'anciens cadres de production, et au profit d'anciennes couches dominantes plus ou moins transformées ; bref du développement du capitalisme et de l'insuffisance de ce développement, dus tous deux à la domination de l'impérialisme ap-

(suite page 4)

Lecteurs, sympathisants, prenez contact avec nos militants, venez aux permanences du parti !

travail. C'est la seule voie véritable pour résister à la domination écrasante du capital. En fait, tous les prolétaires connaissent les mêmes conditions de vie, leurs intérêts sont les mêmes, et le front qu'ils doivent constituer face aux ennemis déclarés et aux faux amis de la classe ouvrière doit être un front uni.

Tous doivent faire bloc pour avancer d'authentiques revendications de classe :

- AUCUN SALAIRE INFÉRIEUR à 200.000 LIRES !
- RÉDUCTION DE LA SEMAINE DE TRAVAIL A 35 HEURES SANS DIMINUTION DE SALAIRE, POUR COMBATTRE L'AUGMENTATION DES CADENCES ET POUR CREER TOUT DE SUITE DE NOUVEAUX EMPLOIS !
- ALLOCATION-CHOMAGE EGALE AU SALAIRE MINIMUM EN VIGUEUR POUR LES CHOMEURS !
- DROIT DE PARTICIPATION DE TOUS LES CHOMEURS AUX ASSEMBLÉES D'USINE !

Lutter pour ces objectifs, cela signifie réaliser une véritable solidarité de tous les travailleurs, en formant à l'intérieur des usines des assemblées permanentes d'ouvriers occupés et de chômeurs, en transformant les réunions électorales organisées par les bonzes en assemblées ouvertes à tous les prolétaires. Ce n'est qu'avec la poussée puissante de l'énorme force dont nous disposons que nous pourrions défendre les véritables intérêts de toute la classe, en dehors de tout lien avec le patronat et l'Etat bourgeois et en dehors de l'influence des opportunistes syndicaux défenseurs de l'économie capitaliste. Pour le front uni prolétarien, pour les inévitables batailles futures, pour l'abolition du salariat et de l'armée industrielle de réserve des chômeurs !

Les groupes syndicaux et d'usine du Parti Communiste International.

Lénine et le mot d'ordre du « contrôle ouvrier »⁽¹¹⁾

Cet article a commencé dans le numéro 198.

En juillet 1917, la situation a changé radicalement et ce, non pas à cause d'un coup de théâtre soudain, mais parce que le dilemme posé par Lénine en juin au Ier Congrès des Soviets : « avancer ou reculer ? On ne peut pas piétiner sur place en période de révolution » (1), a été résolu, comme c'était inévitable, dans le sens d'un « recul ».

Le diagnostic d'avril était-il donc erroné ? Non. Au cours des mois qui suivirent immédiatement février un développement « pacifique » de la révolution — et donc un passage « pacifique » du pouvoir aux Soviets — était encore possible : « et pas seulement pacifique en ce sens que personne, aucune classe, aucune force sérieuse [force, dit Lénine ; il ne s'agissait donc pas pour lui d'envisager un passage du pouvoir d'Etat « brevis manu », par acte notarié ; la question était une question de force !] n'aurait pu alors (du 27 février au 4 juillet) s'opposer au passage du pouvoir aux Soviets ou y faire obstacle. Ce n'est pas encore tout. Le développement pacifique était alors possible même sous cet autre rapport : la lutte [la lutte, nous le soulignons, et non pas la « concertation »] des classes et des partis au sein des Soviets aurait pu, à condition que les Soviets aient pris en temps opportun la totalité du pouvoir [c'est nous qui soulignons, mais les termes ne sont pas choisis au hasard : le premier indique un moment précis dans le temps, le second la condition sine qua non de la fin du « double » pouvoir] revêtir les formes les plus pacifiques et les plus indolores [c'est donc une question de « degré », et non de « qualité »] (2).

C'est pourquoi le mot d'ordre, pour le parti, avait été celui de la conquête patiente, persévérante, tenace, de la majorité dans les Soviets. Mais, avait ajouté Lénine, il s'agissait d'une situation spéciale, unique, qui ne pouvait se prolonger à l'infini, de la même façon que c'était un fait spécial que la classe arrivait objectivement au pouvoir le cède totalement ou en partie à la classe vaincue. C'est pourquoi il était inévitable que, tôt ou tard, on en arrive au tournant de juillet.

En juillet, la répression, les arrestations, la fermeture des journaux à l'intérieur, la reprise de l'offensive et les exécutions, sur le front, montrent que la bourgeoisie est en mesure d'exercer le pouvoir contre les ouvriers, les soldats, les paysans qui le lui disputaient. Il est vain de dire que ni le gouvernement ni les Soviets ne sont responsables des massacres : « Tant pis pour le gouvernement et pour les Soviets ! — écrit Lénine — car en ce cas ce sont des zéros, des marionnettes ; le pouvoir réel ne leur appartient pas. Le peuple doit, avant tout et par-dessus tout, savoir la vérité, savoir en quelles mains se trouve réellement le pou-

voir d'Etat ». Parler encore de « passage du pouvoir aux Soviets » (et, dans ce cadre, de contrôle ouvrier) n'a donc plus de sens : « Cette voie aurait été la plus indolore, et c'est pourquoi il fallait lutter de toute notre énergie pour nous y engager. Mais à présent cette lutte, la lutte pour le passage en temps voulu du pouvoir aux Soviets est terminée. Le développement pacifique a été rendu impossible. Nous nous sommes engagés dans la voie non pacifique, la plus douloureuse » (3).

Qu'est-ce que cela signifie ? Cela signifie que « après l'expérience de juillet 1917, c'est précisément le prolétariat révolutionnaire qui doit prendre lui-même le pouvoir : hors

de là, pas de victoire possible pour la révolution. Le pouvoir aux prolétaires soutenus par les paysans pauvres et les semi-prolétaires [il est clair que c'est le prolétariat qui dirige : la petite-bourgeoisie et les plèbes rurales ne font que le soutenir], voilà la seule solution ». La voie est tracée : c'est celle de l'insurrection armée [qui n'est pas pour aujourd'hui bien entendu, mais qu'il faut préparer dès aujourd'hui] et celle-ci « ne peut avoir d'autre objectif que le passage du pouvoir au prolétariat soutenu par les paysans pauvres, en vue de l'application du programme de notre parti » (4) (Nous sommes en juillet mais l'esprit de Lénine est déjà en plein Octobre).

Le mot d'ordre de « contrôle ouvrier » de juillet à septembre 1917

Les Soviets auront-ils encore une place, dans cette perspective ? Oui, mais à condition qu'il ne s'agisse plus des Soviets pourris de juillet : « Les Soviets pourront et devront faire leur apparition dans cette nouvelle révolution ; pas les Soviets d'aujourd'hui, pas ces organes d'entente avec la bourgeoisie, mais des organes de lutte révolutionnaire contre la bourgeoisie. Nous resterons, alors aussi, partisans d'un Etat bâti sur le type des Soviets, c'est certain. Il ne s'agit pas de dissenter sur les Soviets en général, mais de combattre la contre-révolution actuelle et la trahison des Soviets actuels » (5). Et cela signifie prendre les armes pour que les Soviets, arrachés à l'influence bourgeoise et petite-bourgeoise, deviennent enfin ce que l'histoire vivante veut qu'ils soient : les organes de tout le pouvoir aux prolétaires soutenus par les paysans pauvres et les semi-prolétaires. Rappelons la perspective d'avril : « Tout le pouvoir, cela signifie que le Soviet ne reconnaît pas d'autres organes d'un pouvoir politique qui n'émane pas de lui, qu'il n'accepte aucun partage des pouvoirs, car un tel partage signifierait purement et simplement renoncer à tout pouvoir. Donc (dialectique !) nous reconnaissons le Soviet parce que c'est la seule forme possible de gouvernement révolutionnaire. Nous le reconnaissons en principe même quand sa majorité est contre nous, et nous ne le déclarons pas notre ennemi. Nous ne lui disons pas : ou bien tu passes entre nos mains, ou bien nous t'attaquons. Nous lui disons : à condition que l'on gouverne uniquement avec le Soviet, nous reconnaissons ce gouvernement même comme minorité, même si les mencheviks et les populistes y ont la majorité. Mais le Soviet doit revendiquer tout le pouvoir et doit donc désavouer [le gouvernement provisoire], rompre tout lien avec lui et ne pas négocier le pouvoir avec des partis dont la base n'est pas constituée exclusivement de travailleurs. Les mencheviks et les S.R. ont le choix : ou bien avec les bourgeois dans le gouvernement provisoire, ou bien avec nous dans le Soviet qui doit avoir tout le pouvoir et être à la tête de l'Etat [...] ». Quand Lénine explique ceci à ses camarades de parti, il ne leur cache pas qu'il sait bien ce que choisiront les opportunistes : ils choisiront le gouvernement provisoire, et non un gouvernement des Soviets avec les bolcheviks ; autrement dit, ils choisiront un compromis, où le Soviet ne sera pas le seul organe du pouvoir, où il restera les ministres bourgeois, et non le refus de tout mandat de pouvoir à des hommes politiques désignés en dehors du Soviet. Quand ce choix sera clair, la majorité des Soviets abandonnera les opportunistes comme traîtres et ceux-ci seront balayés avec les bourgeois car, au moment de l'épreuve de force inévitable entre les organes du pouvoir bourgeois et les Soviets, ils ne seront pas dans le coup » (6). La perspective était claire. L'heure est venue maintenant d'en faire le bilan.

Passés à la clandestinité, et renforcés dans leur appareil militaire grâce à l'intervention contre l'of-

fensive de Kornilov (mais sans jamais s'allier à Kérenski, sans jamais faire croire aux prolétaires que son gouvernement était un... gouvernement ouvrier !), les bolcheviks abandonnent provisoirement le mot d'ordre de tout le pouvoir aux Soviets, tout en se préparant à le relancer quand la situation indiquée plus haut se représentera, ou à prendre le pouvoir pour leur propre compte si, en dépit de la convergence de conditions objectives favorables et appelant de façon impérieuse la voie de l'insurrection armée, les Soviets devaient se montrer récalcitrants. C'est alors, vers la fin septembre, quand la situation devient de plus en plus claire, que le mot d'ordre « tout le pouvoir aux Soviets » (non comme fétiche, mais comme une forme qui peut même être court-circuitée au nom des intérêts d'un pouvoir révolutionnaire intégral et exercé de façon dictatoriale) reparait sur la scène, et qu'avec lui, le slogan du contrôle ouvrier redevient d'actualité :

« La principale difficulté pour la révolution prolétarienne est de réaliser à l'échelle nationale l'inventaire et le contrôle le plus précis et le plus scrupuleux, le contrôle ouvrier, de la production et de la répartition des produits ». Mais attention, dit Lénine : « Quand nous disons : « contrôle ouvrier », ce mot d'ordre étant toujours accompagné de celui de la dictature du prolétariat, le suivant toujours, nous expliquons par là de quel Etat il s'agit. L'Etat est l'organe de domination d'une classe. De quelle classe ? Si c'est de la bourgeoisie, c'est bien l'Etat cadet-Kornilov-« Kérenski », par lequel le peuple est « kornilovisé et kérenskisé » en Russie voici déjà plus de six mois. Si c'est la domination du prolétariat, s'il s'agit de l'Etat prolétarien, c'est-à-dire de la dictature du prolétariat, le contrôle ouvrier peut devenir le recensement national, général, universel, le plus minutieux et le plus scrupuleux de la production et de la répartition des produits ». Et ceci on peut le faire si on utilise les « appareils de contrôle » que le capitalisme laisse en héritage à la classe victorieuse, mais « en retranchant de ce magnifique appareil d'Etat ce qui en fait un monstre capitaliste ». C'est ici que les Soviets, une fois reportés à leur fonction et à leur nature révolutionnaires, auront un rôle essentiel à jouer : « Sans les Soviets cette tâche, du moins pour la Russie, serait insoluble. Les Soviets décident du travail d'organisation qui permettra au prolétariat de réaliser cette tâche de portée universelle. [...] Ce n'est pas dans la confiscation des biens des capitalistes que sera en effet le « nœud » de l'affaire, mais ce sera précisément dans le contrôle national, universel, exercé par les ouvriers sur les capitalistes et sur leurs partisans éventuels. La seule confiscation ne servira à rien, car elle ne comporte aucun élément d'organisation, rien qui contrôle la justesse de la répartition. Nous remplacerons facilement la confiscation par la levée d'un impôt équitable [...], mais à la condition d'exclure toute possibilité de se dérober au contrôle, de cacher la vérité, de tourner la loi. Or, cette

possibilité, seul le contrôle ouvrier de l'Etat ouvrier peut l'éliminer [c'est Lénine qui souligne : le fusil dans les reins du capitaliste doit être tenu par le prolétaire, mais sur ordre de son Etat et avec la force de cet Etat derrière lui !] » (7).

Comme la revendication de la « dictature du prolétariat », celle du « contrôle ouvrier », bien qu'elle lui soit subordonnée, perd alors son caractère d'annonce anticipée mais générale de ce que devra faire la révolution et devient un des leviers de la mobilisation révolutionnaire des grandes masses. Ce sont les conditions subjectives elles-mêmes qui la remplissent d'un contenu matériel brûlant : même les gouvernements bourgeois, quand la famine et le chaos économique approchent, introduisent un certain contrôle sur l'appareil de production et de distribution — mais ils le font dans un seul but : sauver l'ordre établi. En Russie, le gouvernement le fait mal, ou ne le fait pas du tout, même dans ce but, parce qu'il est alourdi par les entraves de conditions précapitalistes, qui se mêlent à des conditions de capitalisme avancé ; le pouvoir prolétarien, lui, le fera pour défendre les intérêts généraux des classes opprimées : « contrôle, surveillance, recensement, réglementation par l'Etat, répartition rationnelle de la main-d'œuvre dans la production et la distribution des produits, économie des forces populaires, suppression de tout gaspillage de ces forces » (8). La classe actuellement dominante lui a déjà préparé le terrain, à l'échelle historique mondiale : « Si notre gouvernement voulait réellement [mais c'est là une hypothèse écartée a priori, et c'est pourquoi la conquête révolutionnaire du pouvoir est indispensable] appliquer le contrôle de façon sérieuse et pratique, l'Etat n'aurait qu'à puiser à pleines mains dans l'abondante réserve de mesures capables de réaliser le contrôle, et qui sont déjà connues et appliquées ». Ce n'est pas une difficulté technique qui s'y oppose ; c'est une difficulté sociale, de classe. Cet Etat qui n'arrive à rien contrôler, qui ne le peut pas et ne le veut pas, n'est pas plus en mesure de venir à bout du prolétariat et des paysans pauvres qui l'appuient. Sous une autre forme, et à un niveau plus élevé, le « double pouvoir » a reparu, et il ne peut aboutir qu'au prolongement de la dictature bourgeoise ou à l'instauration de la dictature du prolétariat. En septembre 1917, dire contrôle ouvrier, c'est dire, sans aucune équivoque possible, conquête

révolutionnaire du pouvoir, et exercice de la dictature ! En effet : « Seule la dictature des prolétaires et des paysans pauvres est capable de briser la résistance des capitalistes, d'exercer le pouvoir avec une hardiesse et un esprit de décision vraiment grandioses, de s'assurer l'appui enthousiaste, total, véritablement héroïque, des masses de l'armée et de la paysannerie. [...] Le pouvoir aux Soviets, c'est la remise totale de l'administration du pays et du contrôle de l'économie aux ouvriers et aux paysans [...] qui apprendraient rapidement, la pratique et l'expérience aidant, à répartir la terre, les denrées et le blé » (9).

Le cercle qui relie 1848 et le Manifeste du Parti Communiste à 1917 et à la révolution d'Octobre va se clore exactement comme dans la prévision de Marx et Engels : par la victoire politique — constitution du prolétariat en classe dominante — comme condition préalable des « interventions despotiques » dans l'économie et dans les rapports de propriété. Un mois avant Octobre, Lénine écrit : « Pour de multiples raisons historiques — retard plus considérable de la Russie, difficultés particulières résultant de la guerre, décomposition extrême du tsarisme, vitalité extraordinaire des traditions de 1905 —, la révolution en Russie a rattrapé en quelques mois, quant à son régime politique, les pays avancés. Mais cela ne suffit pas. La guerre est inexorable. Elle pose la question avec une acuité implacable : ou bien périr ou bien rattraper les pays avancés et les dépasser aussi du point de vue économique [...]. Les cadets exultent : vous voyez bien, la révolution a fait faillite, la révolution n'a pu venir à bout ni de la guerre ni du marasme économique. Cela est faux. Ce sont les cadets et les socialistes-révolutionnaires avec les mencheviks qui ont fait faillite ; car c'est ce bloc (cette alliance) qui a gouverné la Russie pendant six mois : il a en ces six mois aggravé le marasme économique, compliqué et rendu plus difficile la situation militaire. Plus complète sera la faillite de l'alliance de la bourgeoisie avec les socialistes-révolutionnaires et les mencheviks, et plus vite le peuple s'instruira. Plus il trouvera facilement la solution juste : l'alliance de la paysannerie pauvre, c'est-à-dire de la majorité des paysans, avec le prolétariat » (10).

Ce sera cela Octobre : et avec Octobre, seulement avec Octobre, viendra « le contrôle ouvrier ». Prévu — et enregistré.

(à suivre)

SOUSCRIPTION PERMANENTE

Liste N° 4

Marseille, 544,85 ; Lille, 360 ; Paris, 3.732 ; souscription exceptionnelle, 1.000 ; soutien Marc, 50 ; soutien Grenoble, 20 ; soutien Vitry, 26 ; soutien Lamb., 26.

Total précédent 17.293,74
Total liste N° 4 5.758,85

Total général 23.052,59

Liste N° 5

Réunion publique, 183 ; Marseille, 11 ; Lille, 144 ; Paris, 3.265,20 ; soutien Val., 32 ; Savone, 31,50 ; Forli, 63 ; souscription exotique, 800.

Total précédent 23.052,59
Total liste N° 5 4.529,70

Total général 27.582,29

**Lecteurs,
sympathisants,
soutenez la presse
du parti !
Souscrivez !**

(1) Discours sur l'attitude envers le gouvernement provisoire, 4(17) juin, Œuvres, tome 23, p. 25.

(2) A propos des mots d'ordre, mi-juillet 1917, ibidem, p. 199.

(3) Idem, pp. 203 et 200. La citation suivante se trouve aux pages 204 et 205.

(4) La situation politique, 23 (10) juillet, ibidem, p. 191.

(5) Idem, p. 205.

(6) Struttura economica e sociale della Russia d'oggi, § 40.

(7) Les bolcheviks garderont-ils le pouvoir ? 1^{er} octobre 1917, Œuvres, tome 26, pp. 100-103.

(8) La catastrophe imminente et les moyens de la conjurer, 23-27 (10-14) septembre, Œuvres, tome 25, p. 352.

(9) Une des questions fondamentales de la révolution, 27 (14) septembre, Œuvres, tome 25, pp. 405-406.

(10) La catastrophe..., op. cit., pp. 395-397.

Efficacité, efficacité !

C'est le cri des grands industriels du « monde libre », et il est clair que, si reprise il y a, ce sont les ouvriers qui la paieront en termes d'intensification des cadences et de chômage. Mais c'est aussi le cri qu'on lance dans les « pays socialistes », et par exemple, en Hongrie.

Dans un article de la revue théorique du P.C., on lit sous la plume du nouveau président du conseil, Lazar, que l'économie hongroise souffre de graves déséquilibres : la balance commerciale montre au 1^{er} trimestre 75 une augmentation des exportations de 6,4 % alors que les importations se sont accrues de 31,4 %, et le déficit s'est particulièrement aggravé avec les pays occidentaux ; quant au budget de l'Etat, il se ressent de subventions excessives, surtout aux industries exportatrices.

Pour faire face à la concurrence, même dans l'ambiance « fraternelle » du Comecon, Lazar a souligné la nécessité d'une politique à long terme fondée sur la restructuration industrielle (ou chômage technologique) pour les uns) et sur une meilleure « efficacité dans le travail » (ou intensification du travail pour les autres) afin de développer les exportations.

Courbez l'échine, prolétaires, pour que le capital surmonte la crise sans grave secousse !

Antimilitarisme de classe

(Suite de la page 1)

cette division prépare le terrain pour que les soldats fraternisent avec leurs frères dans les épisodes de la guerre de classe, qui vont de simples grèves jusqu'à l'insurrection, une insurrection qui ne peut être victorieuse que si des parties entières de l'armée passent du côté du prolétariat insurgé.

Un autre point fondamental qui fait partie du patrimoine de l'antimilitarisme de classe est le principe de l'internationalisme prolétarien : la lutte prolétarienne est une lutte internationale par nature et elle ne peut être pleinement efficace qu'à la condition de se fixer des objectifs conformes à ce caractère. De ce point de vue, une vigoureuse propagande défaitiste nous semble absolument nécessaire, surtout après les ravages de la deuxième guerre impérialiste, où tout le mouvement ouvrier organisé est passé avec armes et bagages du côté de l'impérialisme et du militarisme et où l'antimilitarisme actuel, s'il dénonce la militarisation et le rôle colonial et impérialiste de l'armée, se garde bien de montrer aux prolétaires que, dans les pays impérialistes, la « défense nationale » n'est rien d'autre qu'un mensonge destiné à masquer les brigandages impérialistes.

Hier, la mise en pratique de tels principes faisait partie de la vie des organisations de classe, des grands syndicats socialistes ou anarcho-syndicalistes, épaulés par les organisations de la Jeunesse Socialiste avant la première guerre impérialiste, des syndicats rouges aidés par les Jeunesses Communistes dans le premier après-guerre. Ces organisations menaient un double travail de propagande antimilitariste et d'établissement de relations étroites avec le contingent, comme le note Lénine, dans son compte rendu du Congrès de Stuttgart de 1905.

Les organisations prolétariennes profitaient de la période de la conscription pour faire l'éducation politique des prolétaires (et souvent des paysans qui entraient ainsi en contact pour la première fois avec les prolétaires organisés), pour contre la propagande de la bourgeoisie et même pour préparer les futurs soldats à leur défense collective dans la caserne.

Les syndicats et les Jeunesses organisaient une aide financière destinée aux soldats dans le besoin (en France, le « Sou du Soldat »),

édaient des journaux anti-militaristes locaux; les Unions de Jeunesse et les Bourses du Travail restaient ouvertes aux soldats et accueillait les nouveaux arrivés dans la localité; des coutumes comme le parrainage par un syndicat d'une caserne ou le fait de s'adresser aux soldats lors des mouvements de grève étaient utiles pour que batte au même rythme le pouls des deux parties de la même classe séparée par les grilles des casernes; et il y a eu des exemples de grèves de solidarité dans les usines contre des sanctions de la hiérarchie militaire frappant des soldats, ainsi que des exemples de solidarité et même de fraternisation lors de grèves ouvrières. Nous savons parfaitement que ceci est loin d'être la lutte révolutionnaire, mais il est certain que cette solidarité de classe élémentaire, ce minimum de vie de classe, sont indispensables pour que l'on parle de lutte pour l'émancipation prolétarienne.

Aujourd'hui, le stalinisme a totalement rompu avec cette tradition, ce qui confirme de façon tristement évidente qu'on ne peut en même temps défendre l'armée bourgeoise et lutter pour les revendications des travailleurs. L'opportunisme peut bien parler aujourd'hui de la défense des conditions de vie des soldats, mais c'est pour lier leurs revendications non à celles de la classe ouvrière, mais des citoyens en général, ou pire, à l'ensemble des catégories de l'armée; et ceci est parfaitement normal, et cohérent avec sa politique générale: de la même manière qu'il prétend concilier les intérêts des travailleurs et ceux de l'économie nationale et de l'Etat, l'opportunisme prétend concilier la revendication des soldats avec les exigences de l'armée, les besoins de la classe ouvrière avec ceux du militarisme. C'est ainsi que, dans la pratique, les premières luttes des soldats ont été traitées par le PCF de « provocations » et « d'actes d'aventure d'une infime minorité » (Le PCF s'adresse aux cadres de l'armée, *Liberté* du 25-7-73). Pour être recevables, les revendications « économiques » et « politiques » doivent être soigneusement contenues dans les limites de ce qui est jugé possible par la Commission de la Défense Nationale, ou par une partie de l'Etat Major des armées. Quant au fameux « statut démocratique du soldat » présenté par les Jeunesses Communistes, qui ne dit évidemment pas un mot du droit à l'organisation des soldats, voici comment il prétend aider les soldats à se défendre contre la hiérarchie: « Loin de remettre en cause la discipline, [le statut démocratique] établit les règles sans lesquelles elle ne saurait être librement consentie par tous... Il donne la possibilité au soldat sanctionné de réclamer et d'avoir recours à l'échelon supérieur » (Commentaire de *L'Humanité*). La réclamation collective étant un délit dans l'armée, on comprend que le PCF

ne fait ainsi que rester dans la ligne de sa longue pratique consistant à livrer pieds et poings liés les prolétaires sous l'uniforme à la hiérarchie militaire, et que pour lui l'antimilitarisme est condamnable, et condamné, par principe.

Le résultat de cette politique de capitulation étroitement liée au chauvinisme et au social-impérialisme est la terrible situation dans laquelle se débat aujourd'hui la jeunesse prolétarienne en général et la jeunesse sous les drapeaux en particulier. Le nombre des déserteurs, des insoumis, des objecteurs — et ce en pleine période de paix —, le nombre des accidents mortels que l'armée met cyniquement au compte des « pertes normales », le nombre de suicides, la détresse et la misère économique et morale de la masse des appelés, tous ces faits sont autant d'accusations accablantes pour la politique réformatrice et collaborative.

Le comble, dans ces conditions, c'est que *L'Humanité* du 24-9-74 ait osé citer cette magnifique phrase de Babeuf s'adressant aux soldats: « Vous aimez le peuple comme il vous aime; vous le protégez comme il vous protège. S'il était possible que vous vous oubliiez vous-mêmes, que vous ne vous souteniez pas, que vous ne réclamiez point vos droits incontestables, le peuple les réclamerait, les soutiendrait pour vous. Vous avez dû remarquer comme il n'est point indifférent à votre sort, comme sa fraternelle sollicitude en est constamment occupée. »

Ce discours, traduit dans la réalité impérialiste d'aujourd'hui, où l'Etat et l'opportunisme sont pleins de « sollicitude » pour la hiérarchie militaire, est en réalité un appel aux prolétaires pour qu'ils n'oublient pas leurs frères de classe en proie à des conditions de vie et de lutte désespérées, et auxquelles l'opportunisme est indifférent.

C'est seulement l'appui de l'ensemble de la classe qui peut permettre à la lutte de défense des prolétaires sous l'uniforme de dépasser les limites qui lui sont imposées aujourd'hui, de combattre une répression terroriste sans commune mesure avec les « actes commis », courageusement, par la jeunesse ouvrière.

Intégrer la lutte des soldats dans la lutte de classe de l'ensemble des prolétaires, en faisant appel à la solidarité prolétarienne la plus large, réapprendre à tisser des liens entre le prolétaire de l'usine et son frère de la caserne, en rompant avec les méthodes catastrophiques de l'opportunisme, telles sont les tâches qui attendent tous les prolétaires qui devront reprendre le chemin de la lutte classiste, sous l'aiguillon de la nécessité capitaliste. Et notre parti, dans la mesure de ses forces et de ses possibilités, sera partie prenante de ce combat.

GREVE DANS LE LIVRE

L'ensemble des ouvriers de la Presse et du Travail ont cessé le travail le jeudi 25, pour appuyer leurs camarades dans le conflit qui les oppose depuis plusieurs mois maintenant au patron du « Parisien Libéré ».

Que s'exprime la solidarité ouvrière valait bien quelques jours de retard dans la parution de ce numéro de notre journal.

Impérialisme et famine

(suite de la page 2)

puyé sur les propriétaires fonciers et les bourgeoisies locales naissantes. Or, cette situation, produite par la domination impérialiste, est aussi un moyen de cette domination: elle permet non seulement l'exploitation économique, mais aussi la subordination politique, comme Humphrey l'avouait cyniquement en 1957: « Si vous cherchez la façon d'amener les gens à faire appel à vous et à dépendre de vous en termes de coopération avec vous, il me semble que la dépendance alimentaire est

quelque chose de formidable », disait-il à une commission sénatoriale (rappelé par *Le Monde Diplomatique* 10/74).

Mais en jouant ainsi sur la faim, aux Etats-Unis comme dans le tiers-monde, cyniquement ou involontairement, le capitalisme accentue les antagonismes sociaux et les rend plus explosifs. Il crée les conditions objectives d'une jonction entre les luttes des paysans pauvres et des masses semi-prolétaires des pays sous-développés et celles des prolétaires des métropoles impérialistes.

Tartufferie du pacifisme

(suite de la page 1)

conduit celle-ci à renforcer son Etat, c'est parfaitement vrai. Mais en conclure que le terrorisme est condamnable pour cette raison, c'est tomber dans le piège du pacifisme; et si l'on est cohérent, on doit aussi condamner la révolution car c'est précisément dans l'espoir de la mater que la bourgeoisie renforce chaque jour son oppression sur la classe ouvrière.

Si maintenant on veut dire que la bourgeoisie prend prétexte des actes terroristes pour « isoler » les travailleurs en lutte des couches plus hésitantes, et combattre les révolutionnaires, nous avons deux choses à répondre.

La première est que les vrais responsables du fait que les conséquences des attentats éventuels et des actes de violence en général ne peuvent profiter à la bourgeoisie sont ceux qui appuient la propagande mensongère selon laquelle toute violence est nuisible au prolétariat; ce sont ceux qui remplacent l'appel à la lutte de classe et à la solidarité active contre la bourgeoisie par les courbettes devant une « opinion publique » qui est toujours du côté du plus fort. Il s'en suit que la meilleure manière de limiter l'exploitation du terrorisme par la bourgeoisie, c'est de combattre de façon conséquente le pacifisme et l'opportunisme. C'est seulement alors que l'on peut faire une critique juste du terrorisme.

La seconde réponse est que la bourgeoisie n'attend pas les coups d'éclat violents pour persécuter les révolutionnaires et appeler « l'opinion publique » contre les ouvriers en lutte. L'histoire montre qu'au besoin, elle est très capable de monter elle-même des provocations et de susciter des attentats. Mais en conclure que tous les attentats sont nécessairement des machinations, c'est se prosterner devant l'opportunisme.

Parler de la violence en général, puis désavouer sans oser le dire franchement la violence des exploités dès que survient le moindre événement violent, en se réfugiant dans la thèse archi-opportuniste selon laquelle les effets de la violence seraient nécessairement néfastes pour le prolétariat, ce qui donnerait à la violence individuelle un caractère bourgeois, telle est l'attitude de notre extrême-gauche. Cela évite d'engager la bataille contre l'opportunisme que l'on se contente de critiquer en général et ... de loin. C'est trop commode, messieurs!

Le fait est que ces partis et ces groupes, s'ils peuvent évidemment à certains moments canaliser des poussées combattives, ne sont pas les artisans d'une lutte radicale et claire contre la maladie opportuniste.

Quand le socialisme commença à sombrer dans le réformisme et le parlementarisme bourgeois, les révolutionnaires authentiques virent très justement dans l'« anarchisme à la bombe », comme dans la théorisation soviétique de l'action directe pour l'action directe, des réactions à cette politique de trahison. Tout en essayant d'intégrer les éléments sincèrement révolutionnaires influencés par ces courants à la lutte communiste et vigoureusement anti-opportuniste, le marxisme a toujours fait une critique absolument claire de l'anarchisme et de l'anarcho-syndicalisme en tant que conceptions erronées de la lutte pour le pouvoir et de l'utilisation de ce pouvoir. Il a opposé à l'apologie de l'acte individuel qui impulserait la lutte révolutionnaire, la nécessité du parti pour centraliser la lutte de classe. Cette dernière ne peut être remplacée par des coups de main, aussi gênés soient-ils, mais elle doit être épaulée et renforcée par

tous les moyens (des moyens qu'il serait faux de considérer sur des bases morales et idéalistes). Ceci dit, il est nécessaire de reconnaître qu'au cours des développements de cette lutte, des actes isolés et individuels ne peuvent pas ne pas avoir lieu.

Aujourd'hui que la catastrophe stalinienne a fait reculer le mouvement prolétarien, a dénaturé ses organisations au point de les vider de tout contenu de classe, et laisse le prolétariat démembré en proie à la violence et au terrorisme décuplés des classes dominantes, il est inévitable non seulement que des actes de révolte et de violence individuelles se multiplient mais encore que ce phénomène prenne une ampleur plus grande encore qu'hier.

L'apparition ces dernières années de mouvements comme celui auquel appartenait Puig Antich en Espagne, comme les Brigades Rouges en Italie ou la Fraction de l'Armée Rouge de Baader-Meinhof en Allemagne montre que, bien souvent, en l'absence d'une forte organisation révolutionnaire ayant une perspective et un programme de classe, des éléments conscients de la nécessité de la guerre ouverte avec la bourgeoisie n'ont pas d'autre voie que celle de l'action d'éclat et du sacrifice.

Il est certain que la renaissance d'organisations prolétariennes véritables, dont il est malheureusement aujourd'hui impossible de prévoir les délais, d'organisations assurant au moins la défense réelle des conditions de vie et de lutte de la classe ouvrière, permettront d'intégrer les forces qui donnent naissance à de tels groupes, dans la mesure où ces derniers revendiquent certaines fonctions qui répondent à des exigences réelles de la lutte de classe, tout en dépassant leurs erreurs.

Si c'est une tâche de parti de faire comme hier une critique sans complaisance des diverses théories de l'« action démonstrative » dont l'histoire a montré qu'elles sont les pendents du spontanéisme gradueliste et réformiste et, au fond, le reflet d'une impuissance aussi grande que ce dernier, nous savons aussi — comme nous le disions pour saluer la lutte d'Holger Meins, mort dans les prisons de l'Allemagne social-démocrate —, que c'est de la veine de militants comme ceux-là, qui luttent réellement contre l'ordre bourgeois, que se renforcera le parti de classe de demain, tandis que de la veine des opportunistes, de droite comme de gauche, ne sortiront jamais que les gardiens et les sauveteurs de l'ordre bourgeois.

PRESSE INTERNATIONALE

Voici le sommaire du n° 12 (12 juin 1975) de

il programma comunista

- A caccia di « governi operai », si smarrisce la via della rivoluzione proletaria,
- Breve rassegna delle posizioni « di sinistra » alle elezioni: Abbasso la DC... Viva l'opportunismo,
- Vicende del « socialismo » jugoslavo,
- Solidarietà di classe tra occupati e disoccupati,
- Lenin e la parola d'ordine del « controllo operaio »,
- Trent'anni di evoluzione imperialistica,
- Civiltà dell'acciaio,
- Resistenza e gruppi extraparlamentari,
- Piccoli episodi chiarificatori,
- L'accordo-bidone nel settore scuola,
- Rubriche varie.

directeur - gérant
F. GAMBINI

Imprimerie « E.P. »
232, r. de Charenton, Paris-12^e
distribué par les NMPP

PERMANENCES DU PARTI

EN BELGIQUE

• A Bruxelles : les dimanches 8 juin et 6 juillet, du 10 h à 12 h, 20, rue des Commerçants, 1000, Bruxelles.

EN FRANCE

• A Amiens : le dimanche 6 juillet, de 10 h à 12 h, au café « A l'habitude » (tour Perret).

• A Lille : le dimanche de 10 h à 12 h, 27, rue Adolphe.

• A Marseille : les samedis 5 et 19 juillet de 14 h 30 à 17 h 30, cours d'Estienne-d'Orves (4^e étage).

• A Mulhouse : le premier vendredi de chaque mois, de 20 h à 21 h, librairie Klapperstel 68, 4, rue Gutenberg.

• A Paris : 20, rue Jean-Bouton (12^e) - Métro Gare de Lyon - Escalier métallique au fond de la cour à gauche. Le samedi, de 20 h à 22 h, et le dimanche, de 10 h à 12 h.

• A Strasbourg : le mercredi de 18 h à 20 h, le samedi de 14 h à 17 h, 7, rue des Couples, porte vitrée à droite (près de la place du Corbeau).

LECTEURS ET SYMPATHISANTS DE SUISSE

Vous pouvez prendre contact avec nos militants en écrivant à :

B.P. 85
Montchoisy
LAUSANNE 19